

TITRE III

CONVENTIONS PARTICULIERES

La réalisation de la tranchée couverte implique la mise au point d'une convention de servitude fixant les restrictions à l'utilisation de la superficie du sol découlant de l'existence et de la résistance de la dalle de couverture de l'autoroute.

CONVENTION DE SERVITUDES

L'Administration Générale de l'Assistance Publique (A.G.I.A.P.) ou ses ayants droits conserve la propriété du sol des deux parcelles de 5.394 m² et 403 m², en respectant les conditions d'utilisation suivantes :

1-

Il ne pourra être édifié aucun bâtiment, sauf bâtiment léger, auquel cas un accord formel et particulier de l'Administration (Direction Départementale des Hauts-de-Seine) devra être obtenu. D'une façon générale aucun appui pour une construction ou un ouvrage ultérieur, ne pourra être implanté même provisoirement dans les parcelles ou à une distance inférieure à 5 m du bord de l'ouvrage.

2-

La parcelle ne pourra être normalement affectée qu'à l'établissement de jardins (sans arbres) allées de promenade et parkings pour véhicules légers. Dans tous les cas, la surcharge permanente régnant au-dessus de la dalle de couverture de la tranchée couverte de l'autoroute devra être comprise entre 2 tonnes/m² et 4 tonnes/m².

3-

Seuls les véhicules d'un poids total en charge de moins de 10 tonnes pourront avoir accès aux parcelles acquises par l'Etat Ministère des Transports.

4-

Il ne pourra être établi de fondations d'immeubles sur radiers à une distance inférieure à 5 mètres, ni être planté d'arbres à une distance inférieure à 10 mètres de la paroi verticale extérieure de la tranchée couverte de l'autoroute.

5-

Il pourra être établi au-dessus de la dalle les galeries techniques et les canalisations nécessaires à la jonction des réseaux des bâtiments construits sur les parcelles contigües.

6-

Toutes modifications ultérieures au plan d'aménagement de ces parcelles devront être soumises à l'accord préalable particulier de l'Administration (Direction Départementale de l'Équipement des Hauts-de-Seine).

7-

D'une façon générale l'A.G.A.P. ou ses ayants droits par quelque action que ce soit, ne devra porter atteinte à la bonne conversation et à la stabilité de l'ouvrage souterrain de l'autoroute. En particulier l'A.G.A.P. ou ses ayants droits devra veiller à ce que l'installation des divers équipements autorisés ci-dessus ne porte aucune atteinte à la chape d'étanchéité de l'ouvrage.

8-

Les réparations des dommages résultant de l'inobservation des conditions d'utilisation seront à la charge de l'A.G.A.P. ou de ses ayants droits.

9-

Les services de l'Équipement pourront avoir accès avec le matériel nécessaire à l'ouvrage souterrain et en particulier à la dalle de couverture et aux deux regards du collecteur.

Après toute intervention, les lieux devront être remis en leur état initial.

10-

Après les travaux l'ÉTAT (Ministère des Transports) s'engage à effectuer à ses frais le remodelage de surface du terrain en accord avec l'AGAP et à reconstituer tous les réseaux reliant actuellement les différents bâtiments de l'Hôpital Ambroise Paré.

Après les
travaux